

L'Adresse—M. Trudeau

Des voix: Oui. Continuez, continuez.

M. Trudeau: Simplement dit, le chef de l'opposition nous a accusé d'empiéter sur les droits des provinces, d'envahir les domaines de compétence provinciale et ainsi de suite. Que s'est-il passé? Nous avons dit aux provinces que nous réduirions l'impôt sur le revenu au niveau fédéral, si les provinces faisaient quelque chose de leur côté. Personne n'empiétait sur le domaine de l'autre. Nous leurs disions: «Nous ferons ceci, si vous faites cela.» Huit provinces ont répondu; «Très bien». Par contre, M. Parizeau a déclaré: «Je ne puis vous donner de réponse. Je me prononcerai plus tard, après votre budget.» Puis, une fois notre budget déposé, il nous déclarait: «Je ne veux pas faire ce que vous me demandez; mais je veux que vous me donniez l'argent, tout comme si je l'avait fait». Qui s'ingérait dans les affaires de l'autre? Nous réduisions nos impôts à condition que les provinces fassent quelque chose. Une province déclare ne rien vouloir faire, mais insiste tout de même pour que nous réduisions nos impôts dans son territoire. Elle persiste à nous dire que faire avec notre impôt sur le revenu, mais refuse de faire quoi que ce soit en échange. Unilatéralement elle nous disait comment dresser notre budget. Suit une querelle au cours de laquelle le chef de l'opposition n'a pas cessé d'affirmer que non seulement M. Lévesque, mais aussi M. Ryan, appuyaient M. Parizeau. Aussi le chef de l'opposition a-t-il naturellement appuyé également M. Parizeau. Non seulement appuie-t-il la position du premier ministre de la province mais aussi celle de son chef de l'opposition.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: L'Alberta réclame l'imposition du prix international pour son pétrole. L'Ontario réclame un prix inférieur, de même que le Nouveau-Brunswick et, je le suppose maintenant, la Nouvelle-Écosse. Elles ne veulent pas payer le prix international pour le pétrole albertain. Elles ne veulent pas que ce prix élevé s'applique dans tout le Canada. Il y a donc là divergence d'opinion. Nous avons réussi à résoudre ces problèmes ces dernières années. Il y a eu de nombreuses négociations. Quand le chef de l'opposition siégeait à l'arrière-ban, il appuyait naturellement le premier ministre de sa province, mais maintenant qu'il est chef de parti, il ne peut plus appuyer un premier ministre contre un autre, aussi ne les appuie-t-il plus ni l'un ni l'autre. Il se contente de dire: «Arrangez-vous entre vous; je ne prendrai pas position. Que le gouvernement fédéral fasse quelque chose et je serai de votre côté, frère Lougheed, et du vôtre frère Davis.»

M. Andras: Cela va lui être difficile.

M. Trudeau: Ce ne sera pas facile car il faudra qu'il se décide le 1^{er} janvier. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) a dit que nous éviterons si possible toute augmentation des prix le 1^{er} janvier, ce qui aurait l'heur de plaire à M. Davis, mais pas à M. Lougheed. Fouvons-nous demander au chef de l'opposition une certaine fermeté dans l'intérêt des Canadiens? Qui appuiera-t-il? Certainement pas nous! Il appuiera un premier ministre ou les deux et s'il ne peut

[M. Trudeau.]

appuyer ni l'un ni l'autre, il conseillera de laisser à la Cour suprême du Canada le soin de trancher le différend.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur . . .

M. Clark: Vous êtes allé aussi loin que vous le pouviez.

M. Trudeau: J'ai épuisé mon temps de parole.

Une voix: Vous feriez un bon chef de l'opposition.

Des voix: Encore!

M. Trudeau: On dit d'un certain théologien du XVI^e siècle disait qu'il perdait littéralement toute notion de temps lorsqu'il parlait et qu'il empiétait sur l'éternité. Je ne l'imiterai pas. En guise de conclusion, je dirai que tous les pays industrialisés sont actuellement aux prises avec de graves problèmes économiques. Le Canada lui-même tente de les résoudre chez lui et, comme je vous l'ai montré, il s'en tire mieux que la plupart des autres pays; en fait, c'est le pays qui se tire le mieux d'affaire d'une manière générale.

Voici qu'en cette époque pénible que nous traversons, nous avons un chef de l'opposition et une opposition qui ne peuvent pas ou qui ne veulent pas prendre parti devant des alternatives difficiles. Nous avons une opposition officielle qui cherche à se dérober à ses responsabilités et à toujours blamer le gouvernement. Le chef de l'opposition parle du discours du trône et de son vif désir de prendre en main le gouvernement. L'opposition officielle devra apprendre à assumer certaines responsabilités, et en matière d'économie et en matière d'unité nationale.

Il va lui falloir apprendre à assumer ses responsabilités dans certains des domaines que le chef de l'opposition a mentionnés dans son introduction, notamment celui de l'unité nationale. Lorsque le sous-commissaire de la GRC a demandé à un député de ce parti de remettre des documents secrets qui appartenaient à la GRC et dont la publication pouvait menacer le système de sécurité du pays et l'action de la GRC, le chef de l'opposition a fait la sourde oreille et a dit qu'il ne voulait pas s'impliquer. Il n'a pas le courage d'assumer ses responsabilités pour d'importantes questions comme celle-là, pourtant il arrive bien à prendre la parole pour nous entretenir de son inquiétude à diriger le gouvernement. Permettez-moi seulement de dire que le gouvernement, lui, accepte ses responsabilités. Cela entraîne parfois des confrontations. Cela exige parfois de refuser certaines choses aux provinces, aux travailleurs, aux grandes entreprises et même à l'opposition, mais nous assumons nos responsabilités.

Si la population canadienne écoute le chant des sirènes du chef de l'opposition qui semble dire: «Changez de gouvernement, vous n'avez rien à perdre», moi je dis que les Canadiens ont tout à perdre s'ils élisent un parti qui n'a pas confiance en notre pays ni en son pouvoir de surmonter ses difficultés et qui ne croit pas que le gouvernement fédéral ait le droit de diriger tous les citoyens, même en périodes de graves difficultés.

Des voix: Bravo!